

vendredi 13 mars 2015

N° 4609

Le Travailleur du Lot-&-Garonne



FN: l'impasse

Hebdomadaire de la fédération du Parti communiste français - 96^e année - 1,20

Sommaire

en bref p 2 et 3

Abstention - Journée du 19 mars
1962 - Mobilisation

à mon avis p 3

actu p 4 à 6

Départementales - Métaltemple -
Droits des femmes - Front national

locale p 7

Casteljaloux - Agenais - Agen

culture p 8

Musique - Poésie - Jardin d'Élie

Femme et travail
**Les inégalités
persistent**



17 mars
**Les retraités
se mobilisent**



Histoire
**Cuba la
rebelle**



Ferroviaire
**Rentabilité
ou utilité?**

suels. Ainsi, les dernières revalorisations en date « entre 5 et 12 euros par mois pour les chefs d'exploitation et 31 euros pour les conjoints » ne sont pas suffisantes. Jo-Bernard Poulmarc'h, retraité agricole présent, espère que : « les parlementaires n'auront pas mis des bouchons dans leurs oreilles pour bien comprendre le ras-le-bol général qui s'est exprimé dans les débats ». Il estime, que « depuis des années montent des revendications pour revaloriser les petites retraites paysannes, et qu'ils ne voient rien venir ou pas grand-chose de la part de gouvernements présents ou passés. Ils ont seulement vu, depuis le début 2015, leur pension baisser par le truchement de l'augmentation du taux de cotisation de la CSG ». ■

Retraites agricoles Le compte n'y est pas

« Sacrifice ou solidarité » tel était le thème du congrès annuel de l'ADRA47, l'association de défense des retraites agricoles, qui s'est tenu lieu le 6 mars à Sainte-Livrade-sur-Lot. À cette occasion, le président départemental Guy Soulage, a rappelé que la moyenne des retraites agricoles est de 650 euros alors que le seuil de pauvreté est à 964 euros men-



Stop à l'austérité

Les organisations suivantes (CGT retraités, UCR-Retraité FO, CFTC, FSU, Solidaires retraités, FGR retraités fonction publique, UNRPA, LSR) organisent une journée de mobilisation le 17 mars prochain pour la défense des régimes de retraite et le refus de l'austérité.

Elles demandent notamment :

- la fin du gel des pensions et l'amélioration du pouvoir d'achat des retraités avec indexation des pensions sur l'évolution des salaires et un minimum de retraite équivalant au SMIC pour tout retraité ayant une carrière complète;
- la mise en œuvre courant 2015 de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement et la prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité sociale;
- le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie di-

gne, en particulier dans le domaine de la santé.

Elles appellent à se rassembler devant les permanences des trois députés lot-et-garonnais à 15h00

Agen

2 rue Jeanne d'Arc

Marmande

11 place Clémenceau

Villeneuve/Lot

73 av^e du M^{al} Leclerc. ■

● 14h00 à Agen mémorial au pont de Rouquet, dépôt de gerbe

● 15h00

monument aux morts, place Armand Fallière avec dépôt de gerbe et remise de décorations

● 16h30 à Foulayronne

● 16h30 à Pujols monument aux morts. ■

Droit du travail

La CGT de Lot-et-Garonne propose une conférence-débat animée par

Gérard Filoche

jeudi 2 avril

20h30 Rotonde d'Agen.

Elle traitera des attaques incessantes et permanentes que subissent les salariés et la population et notamment : la loi Macron, les attaques contre le droit du travail, la réforme à venir de la médecine du travail, les enjeux sur le dialogue social, les conséquences de l'accord national interprofessionnel de 2013... ■

Commémoration du 19 mars 1962

La FNACA de Lot-et-Garonne invite la population à assister aux cérémonies officielles du cessez-le-feu en Algérie, le jeudi 19 mars

Horaires des cérémonies départementales

● 10h00 à Biais

monument aux morts

● 10h30 à Montpezat-d'Agenais (rendez-vous à la mairie)

● 10h40 à Villeneuve/L devant la stèle AFN

● 11h00 à Villeneuve/L monuments aux morts, remise de décorations

Attention, abstention à gauche

La course aux sondages est parfois proportionnelle à la frénésie des chasseurs de scoops en mal de sensations fortes par temps de crise. L'usage qui est fait de ces sondages varie même selon les cas. Depuis quelque temps, une tendance effrayante s'impose dès que nous allumons notre télévision, notre radio : pour les élections départementales des 22 et 29 mars, restez chez vous, tout est joué, inutile de participer à des débats citoyens et surtout, surtout, ne cherchez pas à comprendre ce qui se trame dans votre dos avec ce scrutin local, le petit monde de la médiacratie s'occupe de tout ! Voilà ce qu'à peu près nous entendons du matin au soir. Le précipice est là,

devant nous, et il n'y aurait rien à faire, rien à changer, rien à espérer pour ceux qui souffrent le plus. Juste se préparer à un scénario écrit par avance. L'extrême droite arriverait en tête du premier tour, la droite rafterait la mise au second, le PS serait atomisé, quant à la gauche alternative et anti austérité, pourtant jamais aussi rassemblée dans la constitution de ses listes, elle ne ramasserait que des miettes... Le Journal du dimanche, qui a publié l'un de ces sondages, nous explique que « l'électorat se radicalise ». Tous les signes montrent au contraire une banalisation coupable et mortifère à laquelle les médias ont participé activement : celle du Front national et du

poujadisme abject. Qui sème récolte. À propos de ceux qui sèment le désespoir depuis 2012 (lisez : Hollande, Valls, Macron et consorts), le sondage du JDD nous livre au moins une indication pertinente : 55 % des électeurs de gauche affirment qu'ils s'abstiendront. Si la fatalité a toujours été l'arme du système, l'abstention reste un piège mortel, qui se retourne toujours contre ceux qui auraient le plus besoin d'un réel changement économique et social. Le climat politico-médiatique n'incite pas à l'optimisme ?

Certes, mais céder à la résignation à deux semaines d'une élection, serait renoncer à l'insurrection des esprits républicains et, plus grave, accepter passivement que la démocratie territoriale soit kidnappée par ceux que le mot « égalité » fait vomir. ■

à mon
avis

Réunions publiques

Agen

Pont-du-Casse	vendredi 13 mars	20 h 00	maison pour tous
---------------	------------------	---------	------------------

Albret

Nérac	lundi 16 mars	20 h 30	salle des écuycers
Mézin	mercredi 18 mars	20 h 30	salle Albinet

Forets de Gascogne

Casteljaloux	lundi 16 mars	20 h 30	salle Jean Monnet
--------------	---------------	---------	-------------------

Lavardac

Damazan	lundi 16 mars	20 h 30	salle Michel Bridet
Montesquieu	mardi 17 mars	20 h 30	salle de la mairie
Buzet-sur-Baïse	mercredi 18 mars	20 h 30	salle de la mairie

Marmande 1

Gaujac	vendredi 13 mars	20 h 30	salle de réunion
Marmande	mercredi 18 mars	20 h 00	salle Damouran

Marmande 2

Marmande	mercredi 18 mars	20 h 00	salle Damouran
Samazan	jeudi 19 mars	20 h 30	salle de la mairie

Val du Dropt

Lévig-nac-de-Guyenne	vendredi 13 mars	20 h 00	salle derrière la mairie
----------------------	------------------	---------	--------------------------

L'impasse du Front national

Le vote Front national occupe les discussions pour les prochaines élections départementales. Si le combat contre ses idées est une priorité, il n'en reste pas moins que les appels du Premier ministre à resserrer les rangs ressemblent fort à une tentative de faire oublier l'échec de sa politique et d'appeler au « tous derrière moi ». Le Front national prospère bel et bien sur le renoncement et l'impuissance de la gauche gouvernementale. Alors oui, il nous faut dénoncer les thèses de cette extrême droite antisociale, xénophobe, haineuse et violente mais il nous faut aussi, et c'est l'urgence, changer de politique et redonner la parole à ceux qui ont voté pour le changement en mai 2012. Le pire, aujourd'hui, serait de se contenter de faire peur, d'initier des rassemblements artificiels pour limiter la catastrophe annoncée alors que le peuple attend de vraies solutions au pouvoir d'achat, au chômage, au mal-logement, à l'échec scolaire, au déclin industriel... L'heure n'est pas aux discours mais à la mise en œuvre de mesures sociales, économiques, démocratiques qui répondent aux besoins populaires. Les candidats soutenus par le PCF/Front de gauche en déclinent quelques-unes sur notre territoire: développement des services publics, réindustrialisation, politique de transport, de l'habitat, de l'éducation... Il reste moins de dix jours avant le premier tour. Mettons-les à profit pour que le Front national n'apparaisse plus comme une alternative, alors qu'il n'est qu'une porte de secours à l'ordre établi, un accélérateur d'injustices. L'autre danger serait de négliger l'abstention qui ne ferait que le favoriser. ■

Nicolas Lucmarie



Le Travailleur du Lot-et-Garonne

fondé par **Renaud Jean**, premier député communiste de France
directrice de la publication: **Jacqueline Debord** - rédacteur en chef:
Nicolas Lucmarie - rédaction: **Michel Ceruti**, **Lysiane Chantre**,
Edmond Coëdelo, **Roger Dejean**, **Jean-Claude François**,
Marie-Renée Gérard, **Daniël Heinrich**, **Monique Mirande**,
Guy Rauzières, **Claude Vaccari**

édité et imprimé par **SARL Le Travailleur du Sud-Ouest**
18, rue Jules Ferry 47 006 Agen
Tél. **05 53 66 82 59** - Fax 05 53 47 61 01
letravailleur@orange.fr

CCP 1309 19X Bordeaux 1^{er} trimestre 2015 - ISSN 1627-2471 - CPPAP N° 0615 C 86962

Ferroviaire Rentabilité contre aménagement du territoire

Didier Le Reste, ancien secrétaire général de la CGT Cheminots, était présent en Lot-et-Garonne, le 27 février, à l'invitation des jeunes communistes. Un échange a eu lieu autour de la réforme ferroviaire, de ses enjeux et des perspectives de luttes.

Didier Le Reste a ensuite expliqué brièvement la genèse des différentes réformes ferroviaires guidées par la rentabilité au détriment de la sécurité et de l'aménagement du territoire. Ces réformes s'appuient sur trois piliers :

réduction des effectifs, réduction de l'offre et augmentation des tarifs.

La dernière en date qui répond aux exigences européennes et ultralibérales, a vu la création de trois établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) au lieu des deux qui existaient auparavant. Sous couvert de réunification, cette réforme éclate au contraire

le groupe afin de poursuivre la logique de privatisation. En son temps, avec la création de réseau ferré de France, l'État s'était désengagé de ce service public en lui faisant porter une dette de 44 milliards d'euros.

Depuis la mise en œuvre de toutes ces réformes, le déficit



n'a cessé de s'aggraver par l'absence d'investissement et de politique de développement du réseau ferré.

Pour Didier Le Reste, il est important de continuer à communiquer autour des conséquences des réformes sur les tarifs et sur la dégradation du service rendu aux usagers. De ce point de vue, les convergences entre agents de la SNCF, usagers et salariés au travers des

liens avec convergence nationale rail (CNR), association d'usagers pour un service public ferroviaire, sont porteuses de pistes de travail pour les syndicats.

Localement, ces questions demeurent pertinentes avec le débat actuel sur la ligne LGV en Lot-et-Garonne. Deux logiques s'affrontent. La première est la volonté de capter avec la LGV et la Technopole Agen Garonne le peu de tissu industriel restant pour une hypothétique concurrence des métropoles voisines. La seconde serait, au contraire, de favoriser une logique d'aménagement du territoire avec le renforcement du tissu industriel dans tout le département, s'appuyant sur un réseau ferroviaire rénové, tant pour le trafic voyageur que sur le fret. ■

Quelques chiffres arguments

- le coût de 2 kilomètres de LGV = la rénovation du tronçon Agen-Villeneuve;
- le TGV ne transporte que 20 % des voyageurs;
- de 240 gares prévues, Guillaume Pépy a annoncé l'arrêt du TGV dans 50 gares;
- les 38 trains Corail et Inter cités qui transportent 100 000 voyageurs pourraient être réduits à 13, dès cette année;
- sur les 30 000 emplois industriels ferroviaires, d'ici à 2018, 10 000 devraient être supprimés. ■

Ségrégation spatiale et sociale

Les habitants des cités populaires méritent beaucoup mieux qu'une politique de mixité sociale. Il a fallu les terribles événements du 7 janvier dernier, pour que Manuel sorte un instant de son engourdissement idéologique – vendre l'ultralibéralisme comme potion de gauche – et « découvre » la ségrégation spatiale et sociale.

Il ne savait pas, le pauvre, qu'il y avait dans notre beau pays des concentrations de la misère. Il devait croire que c'étaient les élus communistes qui attiraient exprès toute la misère du monde pour alimenter leur fonds de commerce. Le problème,

c'est que, comme à l'UMP et au FN, ce gouvernement ne veut pas voir le fond de l'affaire : le système capitaliste financier qui, pour continuer à vivre, enfonce chaque jour davantage de personnes dans la misère. Ce n'est pas en déclarant vouloir s'occu-

per de la mixité que l'on va régler le problème.

Certes, obliger des maires de communes de riches à construire des HLM, à hauteur de 25 %, peut réduire les grosses concentrations, mais pas augmenter le pouvoir d'achat des plus démunis ! Cette

disposition de la loi Gaysot sous Jospin n'a pas été vraiment appliquée, ces maires chefs de bantoustan de friqués préférant se mettre hors la loi et payer les amendes que de « faire du social » dans le locatif. Notre regretté camarade Bernard Birsinger avait proposé d'ailleurs l'inéligibilité pour ces maires hors-la-loi, le plus souvent UMP ou UDI. Bref, la mixité sociale dont Manuel a l'air de vouloir se contenter comme politique volontariste, ne peut constituer la réponse

Situation des femmes

Des chiffres aquitains

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, l'INSEE a publié dix-huit indicateurs clés permettant de mesurer et de comparer les inégalités entre les femmes et les hommes, dans les régions.

Nous revenons cette semaine sur les chiffres de l'Aquitaine qui attestent que les femmes sont les premières concernées par la croissance du chômage et du sous-emploi.

Emploi

Le taux d'activité des femmes est de 13 % inférieur à celui des hommes. Elles sont 27,1 % employées à temps partiel contre 5,1 % pour les hommes.

Près de 11,7 % sont au chômage contre 9,1 % pour les hommes. En résumé, la situation des femmes est marquée par une précarité au travail plus importante et un chômage plus élevé. Une situation qui devrait s'aggraver du fait des réformes gouvernementales (ANI accord national interprofessionnel, sur la sécurisation des parcours professionnels, projet de loi Macron) qui institutionnalisent de nouvelles formes d'exploitation : temps partiel, flexibilité

avec notamment le travail du dimanche...

Salaire

Fait emblématique des inégalités hommes/femmes, les écarts de revenus sont très importants.

Ainsi, le revenu net salarial moyen est de 17 126 euros pour les femmes contre 22 876 euros pour les hommes soit un écart de 25,1 %. Concernant l'occupation de postes à responsabilité, seuls 15,1 % des cadres sont des femmes. ■

Départementales

Que veut le FN pour le Lot-et-Garonne?

Les enquêtes d'opinion et les grands médias qui s'en repaissent, annoncent une nouvelle percée du vote pour les candidats du Front national. Celui-ci bénéficie à la fois de la déliquescence socialiste et de l'absence d'alternative (de droite ou de gauche).

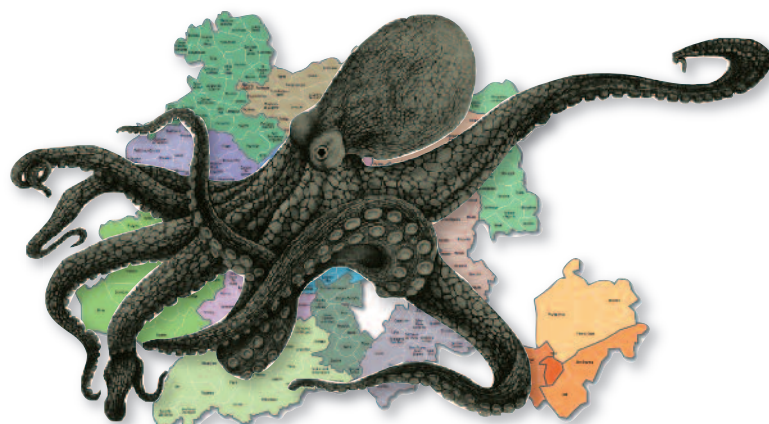
En Lot-et-Garonne, le parti frontiste emmené par Étienne Bousquet-Cassagne sera présent dans tous les cantons.

Mais que propose le parti de Le Pen ? Associant haine de l'oligarchie, discours social qui ne vaut qu'en surface, car en réalité l'orientation reste pro-

fondement libérale et national-raciste, le FN permet à chacun de venir faire son marché.

Les fondamentaux

Inscrite dans son ADN, la haine des immigrés reste bien présente dans le programme du FN pour les départemen-



tales. Il propose « d'arrêter l'immigration, de restaurer les frontières, d'expulser les clandestins, de supprimer des incitations (aide médicale d'État, logements gratuits) ». Il renchérit en appelant à « faire de vastes économies sur l'immigration ». Il a, également en commun avec la droite locale, sa volonté de faire la chasse à la fraude au RSA.

Des emprunts à la gauche

Le FN puise dans le discours de la gauche, notamment communiste. Il se pose ainsi en défenseur du Département comme collectivité de proximité mais aussi des services publics (« reprise en gestion directe de certains services si c'est moins coûteux et plus efficace »). ■

unique. C'est une réponse qui peut même être dangereuse avec un Manuel qui voudrait, au nom de la mixité, que les plus démunis ne soient pas relogés dans les cités où existent aujourd'hui les HLM. Bah, ils vont aller où ? En 1977, la loi Barre marque un désengagement de l'État de la construction de logement social avec le pas-sage de l'aide à la pierre, à l'aide à la personne. C'est cette loi, en instituant l'APL pour les plus démunis et en réduisant fortement la construction

aidée de logements sociaux pour tous, qui est à l'origine des ghettos. Les plus pauvres deviennent captifs, car bénéficiaires de réductions de loyers via l'APL, et n'ayant pas les moyens financiers d'aller se loger ailleurs. Les autres dont les revenus les empêchent de bénéficier de cette APL, subissent en retour le surloyer et donc s'exilent des cités. Comme par hasard, c'est à ce moment que les banques interviennent dans la construction, en participant à l'émergence de nouveaux

constructeurs, comme Phénix, et en endettant les moins pauvres pour acheter leur pavillon en lotissement plein champ. La boucle est bouclée. Et si l'on supprimait cette loi nocive du soi-disant plus grand économiste de France, pour revenir à la construction aidée de logements sociaux et ré-abonder les subventions d'État qui ont baissé de 84 % pour les HLM en quatre ans ? Et si l'on suspendait les dispositifs permettant aux investisseurs privés de bénéficier

(c'est nous qui payons encore) de réduction d'impôt pour la mise en location de logements inaccessibles au plus grand nombre, mais qui vont leur rapporter un maximum ? Ça permettrait de financer les aides de l'État pour la construction d'HLM ! Et si on attaquait le système en construisant une alternative à gauche, en réduisant le pouvoir de la finance et en augmentant les salaires et les pensions ?

Késketendit Manuel ? ■

Alain Bouchez

Le Département et son conseil Fini la compétence générale

À moins de deux semaines du premier tour des élections départementales le 22 mars, l'Assemblée nationale vient d'adopter le projet de loi sur la nouvelle organisation territoriale de la République.

Pour les députés Front de gauche, le calendrier est très mauvais car les électeurs se rendront aux urnes sans con-

naître les compétences futures de leurs élus. En effet, le processus législatif va se poursuivre avec une seconde lecture au Sénat. Le projet de loi initial de juin 2014 qui entendait transférer le plus possible de compétences des Départements vers les Régions et les intercommunalités, dans la perspective d'une suppression des conseils départementaux à l'horizon 2020, a bien évolué. Le Lot-et-Garonne considéré comme zone rurale

devrait conserver un conseil départemental.

Concernant ses compétences, les collèges restent aux Départements, tout comme la voirie (380 000 km de routes, 3000 km en Lot-et-Garonne). En revanche, les transports scolaires sont transférés aux Régions.

Les députés ont, cependant, mis fin au principe de la clause de compétence générale. Les députés Front de gauche ont voté contre. ■



Métaltemple La volonté du pouvoir est absente

Une fois encore, l'intersyndicale de MTA avait rendez-vous avec le préfet, le 9 mars dernier.

Le seul but était d'examiner la mise en place du « plan social » ! Or, ce plan qui ne prévoit que 30 embauches, les grévistes n'en veulent pas.

En revanche, une rencontre avec l'administrateur judiciaire de Chambéry était prévue mercredi 11 mars. En plus de celle-ci, les repreneurs désignés, F. Pozas et

A. Boyer, ont prévu d'associer des représentants de Motordeal, l'entreprise russe intéressée par une production possible de 600 000 chemises poids-lourd à Fumel. Par ailleurs, on sait que cette entreprise a repris contact avec un ancien fournisseur de MTA, l'Italien du poids-lourd, Iveco.

De quoi redonner espoir sur le bassin fuméolois à condition que la pression soit maintenue par tous. Pour l'intersyndicale, il n'y a qu'un seul mot d'ordre :

« défendre l'emploi pour tous sur tout le bassin sinistré... ».

Elle sera reçue par le ministre M. Fekl, vendredi matin.

Au moment où notre journal est imprimé, nous ne pouvons préciser ce qui en ressort.

À suivre donc ! ■



Cuba la rebelle

Sur le continent américain, chasse gardée des États-Unis, la révolution cubaine de 1959 a retenti comme un coup de tonnerre.

Depuis 1823 (doctrine Monroe), la devise des États-Unis est la suivante : « L'Amérique aux Américains », c'est-à-dire tout le continent américain sous le contrôle des États-Unis. Or, la révolution cubaine a ouvert une brèche dans cette hégémonie.

Dans l'article de la semaine dernière, on a vu que le peuple cubain s'est révolté contre l'occupation coloniale de l'Espagne (de 1868 à 1898) et que les États-Unis en ont profité pour s'installer à Cuba d'où ils n'ont été délogés qu'en 1959 par les révolutionnaires de Fidel Castro.

Depuis lors, le peuple cubain a défendu son indépendance. L'histoire retiendra, notamment, le retentissant échec du débarquement de la « Baie des cochons » en 1961. La CIA, avec le soutien du président Kennedy, avait armé et équipé un contingent d'anti-castristes, pensant qu'ils seraient accueillis en libérateurs, mais c'est le contraire qui se produisit, la plupart des assaillants ayant été tués ou capturés.

Les Cubains ont fait face à l'embargo.

Jusqu'en 1989, l'URSS entretenait des relations économiques avec Cuba, ce qui avait facilité la mise en œuvre d'une politique sociale et culturelle : alphabétisation, éradication de la misère, programme de santé publique.

Mais, après la disparition de l'URSS, les effets dévastateurs de l'embargo se sont accentués, et ont contraint Cuba à modifier ses orientations économiques, notamment dans le domaine agricole.

Alors qu'auparavant, une agriculture intensive destinée à l'exportation avait été privilégiée (sucre, agrumes, bananes, cigares) la décision fut prise de développer des productions biologiques et de proximité dont la réussite est saluée par les agronomes et les écologues étrangers.

L'embargo, évidemment, empêchant tout véritable essor des importations, exportations, investissements industriels.

Mais la résistance du peuple cubain et les pressions internationales ont fait réfléchir les États-Unis. Les présidents Obama et Raoul Castro se sont rencontrés, les États-Unis, ont enlevé Cuba de leur liste des pays terroristes, les « cinq de Miami » otages des États-Unis ont été libérés, des relations diplomatiques et commerciales s'établissent. ■

Edmond Coëdelo

Sainte-Colombe-en-Bruilhois

Dionis refuse le débat

Le maire d'Agen ne supporte pas que ses décisions soient contestées ou ses projets critiqués. Suite à l'envoi d'un courrier au Gouvernement par le collectif opposé à la technopole Agen-Garonne, il s'est emporté, taxant les signataires de « stars parisiennes »

« éloignées d'Agen, peu sensibles aux questions d'emploi. Pourtant, à y regarder de plus près, sur les 42 signataires, près de 21 sont des élus du territoire : conseillers généraux (M. Esteban, R. Girardi), conseillers régionaux (B. Péré, P. Beauvillard), conseillers municipaux (M. Combres, M. Vindis, D. Barbiéro, J.-J. Mirande...). Une fois de plus, le maire d'Agen méprise ses opposants et refuse tout dialogue. Concernant son principal reproche, à savoir la non prise en compte de la création d'emplois, les auteurs du courrier lui rappellent « qu'ils souhaitent également le développement de l'activité et de l'emploi local sur des bases économiques solides ». Ils proposent ainsi la dynamisation de l'économie dans les domaines de l'agriculture et de l'agroalimentaire. (premiers employeurs du département ■

Casteljaloux*

La maison de santé attire

La semaine dernière, le président de la communauté de communes (CCCLG) Raymond Girardi et le Docteur Durrieu, président de l'association des professionnels de santé, ont reçu un jeune couple de médecins. Ils rejoindront la MSP, l'un dans un an, l'autre dans dix-huit mois. Ils cherchaient un cabinet réunissant plusieurs médecins. Voilà une bonne nouvelle pour notre contrée semi-landaise qui avait bien besoin que cette MSP soit implantée à Casteljaloux. Même si, à l'époque de la décision, la commune de Casteljaloux n'était pas encore entrée dans la communauté (CCCLG).

Conseil municipal

Comme indiqué la semaine dernière, Hélène Lulan, élue de la liste d'union à gauche, est intervenue après la présentation des orientations budgétaires par M. Guénin et son adjointe M^{me} Castillo. À l'évocation du Center-Parcs, elle a tenu à dire à l'adresse du maire que « s'il est vrai que vous avez reçu, il y a quatre ans, la

direction de Pierre et vacances, ce projet va aboutir aujourd'hui sur Pindères et Beauziac, essentiellement grâce aux interventions des présidents de la CCCLG et du conseil général ». Concernant la dette communale de 8,6 millions (équivalente au budget communal N.D.L.R.), elle a noté : « à mon sens, elle ne devrait pas dépasser 50 % du budget communal ». Par rapport au désengagement de l'État envers les communes, elle a souligné que c'est un problème majeur pour toutes les communes. Concernant l'adhésion de Casteljaloux à la CCCLG, Hélène Lulan qui s'exprimait là au nom du groupe, a demandé à voir plus clair entre les chiffres annoncés quant aux versements de notre commune à la CCCLG par rapport aux compétences transférées. « Ce que je n'arrive pas à saisir, c'est la différence entre les chiffres énoncés par la CCCLG et ceux par la commune, ou l'absence de certains. ... » « Si, le cas échéant, il s'avère... que vos propos se vérifiaient, je demanderais personnellement des comptes au président de la CCCLG, en la matière, mais il faudrait qu'il en soit ainsi ». Elle a conclu son propos en déclarant : « je laisse à présent la parole à Jean (Belloc), pour compléter mon intervention ». ■

Jean Claude François

Agenais

Habitat et logement social

Concernant la situation agenaise, le parc social est ancien, en particulier en termes de confort thermique, surtout au cœur de l'agglomération. C'est également le cas du parc privé qui se détériore. Des résidences privées récentes (type de Robien) se dégradent, sont en vente ou anormalement sous-occupées. Les communes les plus demandées sont Agen, Le Passage, Boé... mais également Estillac, Roquefort, Brax et Colayrac-Saint-Cirq. Sur la politique de l'habitat, le contexte financier est tendu, avec une baisse des subventions d'État. Ainsi, le budget communautaire va être réduit suite à la baisse de la dotation générale de fonctionnement (DGF) qui passe de 750000 euros en 2014 à 500000 euros en 2015, soit une baisse de 30 %. La conséquence de cette politique de restriction budgétaire touche directement les plus démunis. ■

Jean-Jacques Mirande

Marmandais

Hommage à Solange Quintàa

Solange Quintàa nous a quittés. Ses obsèques ont eu lieu mardi 10 mars à Tonneins. Sylvio Guingan lui a rendu hommage. Il a souligné son passé militant, son engagement communiste, de la trésorerie de la section d'Aiguillon en passant par la fête de Feugarolles et la diffusion du *Cri aiguiennais*. Il a rappelé que « Solange était une femme de grande qualité, une militante en toutes choses, communiste, femme de relation avec des racines fortes, féministe. Elle était également gentille, attentive. Elle a beaucoup donné, à son parti, à ses camarades, à ses proches ». Nous adressons à René ainsi qu'à toute sa famille, nos plus sincères condoléances et les assurons de notre amitié dans ce moment difficile. ■

quinante

Ferrat

C'est beau la vie

accompagnée au piano par David Meignan



Hommage à Jean Ferrat par la Rouquiquinante samedi 21 mars - 20h30 - 20uq

www.larouqui...
Peinture originale de Pierre Sérénice de www.pierreserénice.fr



Graminées

Il faut les rabattre. Normalement, on ne touche pas aux graminées avant la fin de l'hiver car elles sont splendides sous le givre ou une fine pellicule de neige. C'est donc dès la mi-février parfois début mars qu'on taille. La technique la plus simple et la plus efficace consiste à rabattre toutes les tiges à dix centimètres du sol. Selon la taille de la plante utilisez un sécateur, une cisaille à bras, voire même un coupe-fil très efficace pour s'attaquer au grand bouquet degynérium. L'autre méthode consiste à éliminer seulement les tiges fanées. C'est long et fastidieux mais vous conservez en permanence un bouquet persistant même s'il est moins fourni en début de printemps. Cependant, vous serez tout de même obligé de la rabattre au moins tous les deux ou trois ans pour lui permettre de se régénérer... Rassurez-vous les graminées repoussent vite.

Camélia

Il a y trois erreurs à éviter. Certes le camélia est un arbuste de terre acide. Mais attention ne plantez jamais dans une terre de bruyère achetée en jardinerie sans l'avoir mélangée au moins à parts égales avec une terre de jardin neutre en ajoutant une bonne pelletée de compost. La terre de bruyère en grand sac est bien trop filtrante et manque de matières organiques. Par ailleurs, plantez sous un grand arbre caduc qui couvrira le camélia d'une ombre indispensable du mois de mai au mois d'août. Mais surtout évitez les conifères qui dessèchent le sol autour d'eux. Arrosez copieusement au pied à la plantation, puis une fois tous les dix à quinze jours toute la première année. Enfin, évitez les vents qui gèlent les boutons floraux l'hiver.

Buddleia

Taillez court et juste ! L'arbre à papillons, buddleia, fleurit l'été sur des tiges de l'année (qui poussent de mars à juillet). Il faut donc tailler avant en février. On aère le cœur de l'arbuste en éliminant les branches âgées. On rabat les autres au-dessus d'un œil tourné vers l'extérieur à un mètre du sol. Plus c'est court plus l'arbuste fleurira. ■

Élie Vergnolle

le PRINTEMPS
des POÈTES

à LAGRUERE

Samedi 21 mars 2015 à 15h Salle polyvalente

Venez lire et écouter de la poésie

Animations variées - jeux

Boissons - pâtisseries

A partir de 19h30 - Soirée festive

Avec Buffet - 12 € boissons comprises



Réservation pour la soirée au : 06 48 85 77 11